

Entretien avec Benoît Rihoux

# Faire le deuil de la « politique autrement » pour les Verts ?

La « politique autrement » des Verts est en contradiction permanente avec le modèle centralisé, autoritaire majoritaire cumulaire hors-sol (sans société civile forte) des institutions françaises, bien différent des autres pays européens. On peut ainsi mieux comprendre le sentiment d'inefficacité politique des Verts mais cela devrait entraîner des révisions déchirantes, déjà faites dans d'autres partis européens.

**Cosmopolitiques :** Comment les Verts vivent-ils, conçoivent-ils la forme « parti » ? Sont-ils spécifiques à cet égard ?

**Benoît Rihoux<sup>1</sup> :** Bien que les Verts soient après tout un phénomène fort récent, le recul de l'histoire est utile. Il faut d'abord rappeler que la forme « parti » est née, dans les démocraties européennes en parallèle avec la construction de l'État-nation. Les États sont devenus progressivement pluralistes dans leur gestion et les partis sont devenus un outil pour créer et gérer ce pluralisme autour de l'État, des institutions publiques. Dès lors on ne peut pas réfléchir aux partis politiques sans réfléchir aux institutions. Proposer une forme « parti » en prenant pour seul point de repère sa vision de la politique, comme le font les

<sup>1</sup>Benoît Rihoux, politologue, est professeur à l'Université catholique de Louvain (Belgique). En 2001-2002, il a piloté, en tant qu'intervenant externe, un « Audit Participatif Interne » (API) des Verts. Cet API avait pour vocation d'identifier les principales faiblesses de l'organisation du parti, et débaucher des pistes de réponses à ces faiblesses [texte intégral du rapport de l'API, + annexes : cf. [http://www.lesverts.fr/article.php3?id\\_article=340](http://www.lesverts.fr/article.php3?id_article=340)].



Verts, c'est prendre le risque d'être décalé par rapport à des logiques institutionnelles qui s'imposent pourtant à eux dès lors qu'ils prennent la forme parti.

Plus précisément, les partis ont été historiquement une forme de cristallisation et d'intermédiaire entre les citoyens (ou la « société civile » plus ou moins organisée) et l'État. Une vision consiste à dire que les partis sont des intermédiaires entre la société civile et l'État et de ce fait que le parti n'est pas la société civile. Les demandes des mouvements sociaux, des lobbies, doivent être triées, filtrées, articulées par les partis : ils peuvent alors produire un programme, un « projet de société », et le porter dans les institutions. Or ce qui est sans doute spécifique aux Verts, pas seulement en France du reste, c'est qu'ils considèrent qu'ils sont eux-mêmes la société civile, car ils sont également impliqués dans les mouvements sociaux, notamment « post 68 ». Ils ont cette ambition peut être exagérée à la fois d'être eux mêmes la société civile et d'assumer des fonctions dans l'État.

**Cosmopolitiques :** Quels sont les points clés des contradictions entre les logiques institutionnelles (dont les modes de scrutin) et les façons dont les Verts sont structurés ?

**Benoît Rihoux :** Ces contradictions se vivent au sein même des Verts, à l'interne, autour d'une question centrale : celle du pouvoir. À travers le décorticage des mécanismes de pouvoir, au sein des partis écologistes, on peut comprendre beaucoup de leurs difficultés passées et présentes<sup>2</sup>. Dans le droit fil de leur héritage « libertaire », les Verts veulent éviter les logiques autoritaires, notabiliaires, en créant des règles contraignantes (par exemple : favoriser le leadership plus collectif, contrôler davantage les dirigeants, pratiquer des mandats plus impératifs, plafonner la rémunération des élus, etc.). Cette culture interne des Verts repose sur l'idée que le pouvoir concentré dans les mains d'une personne corrompt. On observe ceci également dans d'autres partis

<sup>2</sup> Angelo Panebianco *Political Parties: Organisation and Power*, Cambridge, Cambridge University Press, 1988 ; Benoît Rihoux, *Les partis politiques : organisations en changement. Le test des écologistes*, Coll. Logiques Politiques, Paris, L'Harmattan, 2001.

Verts, comme en Belgique où la méfiance à l'égard de l'autorité, de l'armée, des églises, est très forte parmi les militants Verts. Cette méfiance est étendue à tout le processus de délégation lui-même. Dès qu'un mandat est attribué à quelqu'un, on se pose la question de savoir comment ce mandataire pourrait en abuser... et dès lors comment il pourrait être contrôlé. Tout cela est nourri de l'expérience





militante préalable dans une série de mouvements sociaux, mais aussi, pour certains Verts, dans d'autres partis politiques.

Or, cette culture entre en contradiction avec deux impératifs d'un parti dans nos démocraties mais aussi de toute organisation :

1- Toute structure d'une certaine taille, et notamment lorsqu'elle est en relation avec d'autres, se doit d'avoir des personnes qui sont investies d'un certain pouvoir. Par exemple pour les négociations électorales il faut quelqu'un de clairement mandaté disposant d'un certain pouvoir. Et pourtant les Verts déniaient cela. Pour les groupes parlementaires, il faut quelqu'un qui représente le groupe. Dès lors que les Verts deviennent des partenaires de majorité, ils doivent, pour être politiquement efficaces, afficher auprès des autres partis cette capacité de déléguer et de décider clairement.

2- Une organisation, pour son bon fonctionnement, doit avoir un nombre limité de personnes qui assument des responsabilités, et cela se traduit alors par des différentiels d'information. Par définition, à travers cette information et le temps passé dans l'organisation, ces personnes ont du pouvoir. Les Verts se refusent à faire le deuil de ce refus des pouvoirs de ce type, assimilés à l'autorité. En outre, comme les Verts sont assez composites (c'est particulièrement vrai en France), ces attributs de pouvoir deviennent également un atout dans une lutte interne de courants.

**Cosmopolitiques:** Toute délégation, toute fonction de porte parole n'existent que si elles parviennent à faire taire ceux qui n'occupent pas ces fonctions, on l'oublie souvent. Or, chez les Verts, il semble bien que toute prise de parole et toute délégation suscite plutôt des paroles contraires, y compris publiquement et sans délai. Comment expliquer ce phénomène, qu'on peut observer ailleurs mais pas à cette échelle ?

**Benoît Rihoux:** Deux raisons principales peuvent être avancées :

1- La plupart des Verts sont des militants. Il y a une faible proportion de « membres de papier », nettement moins que dans d'autres partis. Dans d'autres pays européens, les partis les plus établis comptent encore beaucoup plus de « membres de papier », car ils disposent de plus de ressources clientélistes qu'en France. Pour revenir au contexte français : au PS, par exemple, sur 100 000 adhérents, il doit y en avoir 60 000 qui sont dormants, c'est-à-dire qui participent peu aux activités mais qui payent leur cotisation. Ce ne sont pas des « militants » au sens plein du terme. Chez les Verts, par contre, la proportion des militants actifs est élevée, car du reste ils sont beaucoup moins nombreux au





total. Ces militants s'engagent chez les Verts en considérant que faire de la politique, c'est s'exprimer et cela partout où ils sont car ils sont impliqués dans d'autres organisations associatives ou syndicales. En Belgique, ce serait le « non-marchand », entre les altermondialistes, la mouvance chrétienne de gauche, l'environnement, etc. Pour ce type de militantisme, l'expression est importante, et ils poursuivent cela au sein des Verts. Ce qui constitue une attitude légitime au départ finit à un certain moment par poser des problèmes, notamment pour construire et gérer une parole externe, à l'attention des médias, des autres partis ou de l'État. Car les porte-parole sont sans cesse contredits par d'autres.

2- Les caractéristiques sociales des militants des Verts sont identiques à celles de leurs dirigeants<sup>3</sup>. Ils ont tous plutôt des diplômes supérieurs, ils sont plutôt urbains, ils ont, comme le disent les politologues anglo-saxons, un « haut niveau de mobilisation cognitive ». Ils sont capables d'analyser, d'avoir un point de vue et de l'exprimer, de manière tout aussi « qualifiée » que leurs dirigeants. Par contraste, dans la plupart des autres partis, il existe des écarts sociaux importants entre les dirigeants et les militants, comme on le voit par exemple avec les énarques au PS, reconnus capables d'analyser et de parler pour les autres. Tous les Verts individuellement pensent avoir les mêmes compétences. Ils ne peuvent donc pas marcher en rang ! Les partis sont dans leur principe des machines de guerre mais chez les Verts c'est impossible. Cette relative homogénéité sociale provoque une sorte d'incapacité congénitale à agir de façon disciplinée.

**Cosmopolitiques :** Les compétences nécessaires aux interventions dans les domaines propres de l'écologie sont aussi souvent très techniques, (transport, énergie, climat, etc..), très spécialisées : est ce que cela explique la tendance à parler soi même comme expert ?

**Benoît Rihoux :** Pour examiner la place de l'expertise au sein des Verts, il faudrait identifier quelle est la parole reconnue comme légitime en leur sein. Traditionnellement, on distingue trois formes de légitimité : militante, scientifique et charismatique.

<sup>3</sup> Thomas Poguntke « The "New Politics Dimension" in European Green Parties », in Ferdinand Müller-Rommel, (ed.), *New Politics in Western Europe. The Rise and Success of Green Parties and Alternative Lists*, Boulder, CO, Westview Press, 1989, p.175-194.

- La légitimité militante : tous les Verts revendiquent leur droit de parler car ils ont une expérience militante, de terrain, à la base au moins, dans le domaine de l'environnement ou de telle ou telle lutte sociale.

- L'expertise scientifique : l'agronome ou le physicien nucléaire aura naturellement une





prétention à la parole légitime. Ou encore, l'économiste de formation ne sera pas d'accord pour laisser le monopole de la parole à un « économiste parisien » (par exemple Alain Lipietz – ceci est apparu dans les entretiens, dans le cadre de l'API). L'expertise peut être aussi juridique. Un certain nombre de leaders des Verts se sont appuyés sur cette légitimité scientifique et technique, issue de leur formation académique ou de leur profession, comme Denis Baupin par exemple.

- La légitimité du charisme accepté: les Verts sont très réticents à cela. Or les leaders doivent posséder ce charisme, doivent l'avoir à l'intérieur du parti mais aussi envers les médias. Et cela les Verts n'aiment pas. Si quelqu'un est trop visible, on lui coupe la tête comme on dit. Par exemple, Dominique Voynet avait acquis un certain niveau de charisme externe et elle a été « punie » pour cela. Chez les Verts, le refus du charisme est un trait particulier qui fait la différence avec les autres partis.

**Cosmopolitiques:** On pourrait dire alors que la « composition organique de la légitimité » (!) serait très centrée sur le militantisme, avec un aspect non négligeable de compétence scientifique mais avec un rejet des aspects médiatiques ou charismatiques. Dans les termes de Boltanski et Thévenot, on aurait une légitimité civique (le militantisme) avec un peu de légitimité industrielle (la science) et un rejet de la légitimité de l'opinion. Est-ce que c'est vraiment spécifique aux écologistes en général en Europe?

**Benoît Rihoux:** C'est spécifique aux écologistes mais aussi aux partis proches, de gauche non traditionnelle dans les pays scandinaves, du type partis agrariens, ou anciens partis communistes rénovés, « rouge-vert », ou encore, aux Pays Bas, les démocrates 66, qui sont des libéraux de gauche.

Tous ces partis ont en commun d'être très libertaires et avant tout très militants, et dès lors ils ne sont jamais devenus des partis de masse. Ils peuvent fonctionner avec ces principes à condition de rester petits. Si les Verts avaient 40 000 militants, il y aurait une plus grande diversité sociale avec un partage des tâches inévitable. Selon les standards allemands, les 50 000 militants des Grünen sont peu nombreux, par rapport au SPD qui compte près d'un million de membres. Les partis en France sont très faibles, le PS est à 100 000 adhérents, l'UMP idem, ce qui est très faible par rapport aux partis équivalents en Espagne ou en Allemagne par exemple. Pour donner une idée, le PS français compte moins de membres que le PS belge francophone, alors que la Belgique francophone compte à peine 4 millions d'habitants...





De ce fait, le niveau d'encadrement politique est moins fort en France que dans la plupart des pays d'Europe occidentale. Comment expliquer ça? Une explication importante (pas nécessairement la seule) est qu'en France, l'appareil d'État reste très fort. Les partis mais aussi les lobbies, les organisations intermédiaires (syndicats, groupes de pression divers) subissent le contre coup de cette puissance de l'État.

**Cosmopolitiques:** Est-ce que la v<sup>e</sup> République a accru cette dimension ou est ce un trait culturel français profond, indépendant des formes institutionnelles de la république? Les institutions françaises avec le mode de scrutin majoritaire et la polarisation autour de la présidentielle poussent à la centralisation des partis: le décalage n'est-il pas encore accentué avec le style organisationnel adopté par les Verts?

**Benoît Rihoux:** C'est un trait profond. En Belgique, on se plaint de l'inverse, l'État est faible et les décisions se prennent dans les principaux partis dits « traditionnels », socialistes, chrétiens, libéraux, et dans les « piliers » qui sont liés à ces partis (syndicats et autres groupes d'intérêts divers). L'État est vidé de sa substance. Il n'y a pas de grand corps d'État, l'armée ne compte pas.

En France, les Verts sont en décalage. Toute négociation politique, étant donné le système électoral, nécessite un appareil centralisé, à Paris, alors que les Verts sont toujours un parti fédéraliste. Dans l'audit nos remarques sur ce point avaient un peu choqué. La France n'est pas un pays fédéral et elle ne changera pas rapidement et de ce fait les logiques lourdes des institutions actuelles – centralisées, jacobines -- s'imposent. Et cela se traduit aussi dans tout le fonctionnement quotidien: le poids des régions dessert les Verts dans toutes les batailles nationales qu'ils doivent mener.

**Cosmopolitiques:** La transformation des Verts en parti d'élus pourrait alors paradoxalement devenir une chance de s'adapter au système institutionnel français?

**Benoît Rihoux:** Une telle transformation assumée peut présenter des avantages. Un parti d'élus formés aux pratiques institutionnelles peut avoir plus d'influence, à condition de garder des liens avec un ciment idéologique et d'être soutenu tout autour. On peut envisager que ce parti ait plus de poids sur la société qu'actuellement. Raschke, en Allemagne, soutient que les Grünen étaient auparavant un parti de militants amateurs et sont devenus un parti d'élus, ce qu'il appelle un





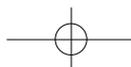
parti de « cadres modernes », non plus des notables comme les partis libéraux, mais des personnes qui sont des élus, des experts, qui ont des compétences et qui ont pu influencer les politiques publiques concrètes et changer certains éléments de la culture par le fait qu'ils sont entrés dans les institutions<sup>4</sup>. Pour lui, ce n'est pas un danger : si les Grünen étaient restés un parti d'amateurs, ils seraient restés marginaux sans rentrer dans les majorités. En Allemagne, le processus a commencé dès le début années 1980 par l'entrée dans les institutions, alors que les Verts français l'ont fait seulement à partir du milieu des années 1990. Les Verts allemands, eux, sont rentrés par milliers, en force, aux différents échelons (local, dans les *Länder*, et fédéral), en devenant vite un parti d'élus. Il faut aussi tenir compte des personnes qui ont des fonctions dans l'État, par exemple ceux qui ont été dans les cabinets ministériels et qui sont restés écologistes en rentrant dans l'appareil de l'État.

**Cosmopolitiques:** Mais dans ce cas de figure, les Verts n'inventeraient ils pas une nouvelle forme de parti, en faisant le deuil des partis de masse et des partis populaires, avec le risque de se trouver enfermés dans leur clientèle électorale de classes moyennes ?

**Benoît Rihoux:** Il faut reconnaître que les Verts sont nés dans un milieu particulier, les « nouvelles classes moyennes », urbaines, instruites, plutôt dans l'enseignement, le soin aux personnes, l'expertise que dans la production de richesses ou de biens matériels. Kitschelt dit que les Verts sont professionnellement des « manipulateurs de symboles ». Dans les sociétés développées, il y a deux types de professions, les manipulateurs de matière et les manipulateurs de symboles. Très peu de Verts sont dans le circuit de production des biens matériels, ils sont plutôt dans le secteur de l'immatériel<sup>5</sup>. C'est une donnée lourde : soit les Verts l'assument, soit ils ne l'assument pas ! Cela signifie renoncer au mythe de la visée révolutionnaire globale pour tous ceux qui sont passés par la gauche de la gauche, ce qui constitue pour eux un renoncement et aussi pour tous ceux qui ont participé aux mouvements sociaux des années 1970. Les Verts ne sont pas pour autant un parti de classe, ils peuvent défendre les intérêts de toute la société mais ce n'est pas un parti interclassiste en termes de base sociale. L'alternative, c'est d'être un « parti-mouvement social ». Mais ce modèle, porté historiquement par les écologistes a rencontré d'évidentes limites.

<sup>4</sup> Joachim Raschke, *Die Zukunft der Grünen*, Frankfurt & New York, Campus Verlag, 2001.

<sup>5</sup> Herbert Kitschelt, *The Transformation of European Social Democracy*, *Cambridge Studies in Comparative Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1994.





**Cosmopolitiques:** Parlons précisément de ce lien avec la « société civile ». Quels liens ont les Verts avec l'ensemble des associations écologistes, qui constituent une force militante considérable ? Il semble y avoir à la fois des liens et de la méfiance. Est-ce que les Verts recrutent dans ces associations ?

**Benoît Rihoux:** Le mouvement écologiste associatif est aussi plus faible en France qu'ailleurs. Mais les Verts sont petits. De ce fait, lorsqu'il s'agit de tisser des liens structurels avec les mouvements associatifs (dans différents domaines: environnement, tiers monde, urbain, minorités sexuelles, etc..), leur influence est relativement faible. Dès lors les associations cherchent de façon pragmatique (et non idéologique) d'autres appuis, auprès des partis ou de l'État. Leur stratégie d'influence ne passe pas nécessairement par les Verts. La taille des Verts et leur force de frappe ne les rend pas indispensables pour les associations.

Autre mythe, auquel les Verts croient beaucoup, c'est l'idée d'une alliance naturelle entre ceux qui sont « progressistes ». Or, tous ces mouvements, associations et partis sont aussi en concurrence pour capter un « réservoir » d'énergie militante ! Dans la société, un pourcentage limité (disons 10-15 %) des personnes vont devenir militants dans leur vie un jour. Les organisations sont en concurrence pour les capter. Elles veulent protéger leur territoire plutôt que de faire des alliances par crainte de les perdre. Les syndicats sont typiques de cela, ils veulent garder le contrôle. La concurrence et la méfiance existent. Et puis certaines associations qui n'aiment pas trop les Verts et préfèrent être proches d'autres partis, si il y a des responsables « éclairés » dans les autres partis.

Ceci étant dit, des liens entre Verts et société civile peuvent se développer. Mais il faut distinguer deux niveaux: individuel ou organisationnel. Au niveau individuel, il existe déjà des liens multiples en raison du multimilitantisme des Verts dans d'autres associations. Cette capillarité n'est pas une stratégie, c'est un état de fait. Il peut y avoir des informations qui s'échangent, des mobilisations communes mais tout cela sans plan ni stratégie. Cela peut renforcer des luttes, ou les Verts aussi, mais c'est très dispersé.

Sur le plan organisationnel, il s'agit de savoir si les Verts parviennent à constituer des plates-formes, des alliances durables. Ce qu'on peut observer en Belgique, c'est que les organisations les plus proches sont prudentes à la fois par pragmatisme mais aussi pour conserver une certaine forme d'indépendance: « on aime bien les Verts mais ils font de la politique, ils travaillent sur d'autres dossiers et ils vont vouloir faire





des compromis ». Greenpeace par exemple soupçonnait toujours les Verts belges quand ils étaient au pouvoir de vouloir faire des compromis sur les questions énergétiques et ça s'est assez mal passé.

Somme toute, dans leurs relations avec les organisations de mouvements sociaux, les Verts sont dans une équation un peu difficile : soit ils sont à la périphérie du système et ils offrent peu de « valeur ajoutée » aux combats sociaux, sauf dans les larges coalitions, soit ils sont proches des institutions et ils seront soupçonnés de nouer des compromis. Or, les Verts sont déjà dans les institutions sans avoir vraiment les avantages car ils ne sont pas perçus comme assez influents. Par exemple, pour le financement des associations locales, le rôle des subventions publiques est important. En Belgique de ce fait, les associations sont prudentes pour ne pas se couper des financements fournis par d'autres partis qui seraient au pouvoir. Elles restent en bons termes avec toutes les autorités au pouvoir, pour conserver un financement de base. Si elles apparaissent trop proches des Verts, cela peut faire craindre de perdre des financements.

**Cosmopolitiques :** Les leaders associatifs au sens large sont souvent un réservoir de militants et de cadres pour les autres partis, il semble que l'on n'observe pas ce même phénomène avec les Verts.

**Benoît Rihoux :** *A priori*, idéologiquement, les Verts refusent cette dichotomie entre les partis et la société civile, mais les « arènes » sont pourtant différentes. Le PS a assumé cette coupure, après une longue histoire, il faut le rappeler car les partis écologistes n'ont que vingt ans de vie quand même ! Le PS a la capacité à suivre des stratégies communes. Il peut décider d'entrer dans telle organisation ou dans telle lutte et il pourra le faire de façon un peu disciplinée. Chez les Verts, il y aura des motions mais autant de contestations et rarement de l'action collective véritable des militants du parti. Les Verts ne souhaitent pas (et sont sans doute incapables) d'avoir ce type de stratégie collective – la base, du reste, ne l'accepterait sans doute pas. Les Verts ne savent pas suffisamment « récupérer » des dirigeants et des militants, d'une certaine manière !

N'oublions pas non plus que ce qu'ils peuvent offrir en termes de carrière politique est beaucoup plus aléatoire que pour les autres partis. L'étude des trajectoires des parlementaires dans différents pays européens révèle que pour qu'un leader associatif renonce à sa casquette associative, il faut qu'il ait une forme de « garantie d'emploi », ce que ne peuvent pas offrir les Verts et les partis écologistes en général.





Entrer en politique sur un mode permanent, c'est un risque personnel non négligeable. Ce qui explique le poids des fonctionnaires dans ces fonctions élues en France, ce qu'on observe aussi dans les autres partis mais, en raison des postes d'élus moins nombreux offerts par les Verts, le statut est encore plus incertain. Étant donné le système électoral français et le seuil de suffrages recueillis par les Verts, les résultats peuvent aboutir avec peu de variations à avoir beaucoup d'élus ou peu.

**Cosmopolitiques :** Plus largement, peut-on dire cependant que les Verts sont parvenus à stabiliser un électorat, à constituer une opinion écologiste permanente ?

**Benoît Rihoux :** L'électorat potentiel des Verts est assez large. Mais l'électorat stable doit être calculé sur la base du niveau d'étiage auquel on enlève 20 à 30 % de votants qui sont encore à caractère conjoncturel. L'électorat stable est lui-même d'un profil assez proche de celui des militants des Verts, éduqué, urbain, assez féminin, etc. Mais comme c'est un électorat intellectuel, il peut voter de manière stratégique : même s'il est proche des Verts, pour telle ou telle élection, il peut décider de ne pas voter pour eux parce qu'il veut protester ou pour influencer des politiques. Ce qui n'est pas une bonne nouvelle pour les Verts !

Les difficultés internes des Verts les desservent aussi sans aucun doute, quand on voit le niveau – et la visibilité, y compris médiatique – de ces problèmes chez les Verts. Certains ont été militants verts et ne votent même plus pour les Verts. Ce n'est donc décidément pas une machine de guerre qui peut capter un électorat durablement. Sans doute que cela doit passer par une stabilisation de certains dirigeants des Verts, assumés comme tels. Ce qui va à rebrousse poil de la culture interne des Verts. Pourtant cette acceptation du leadership est possible. En Allemagne, ils étaient aussi très libertaires et ils ont accepté, à travers des personnes comme Fischer mais aussi dans les *Länder*, de jouer sur des personnalités, de miser sur elles, en en faisant les figures du parti. Ce fut une rupture consciente et assumée avec les campagnes précédentes qui étaient uniquement centrées sur l'idéologie et le projet, et qui avaient permis d'atteindre un certain plafond. Mais pour aller au-delà, sans rompre avec le projet, il a fallu accepter des pratiques – des pratiques « traditionnelles » -- de personnalisation des campagnes, stabiliser des dirigeants et permettre ainsi à l'électorat de voter pour des candidats et pas seulement pour une idée. C'est une rupture culturelle que les Verts français ne veulent pas faire actuellement, pour passer à ce que les anglais appellent la « candidate-centered politics ». Une campagne



électorale peut être basée sur trois facteurs : l'idéologie, des enjeux précis (et pas n'importe lesquels : il faut être crédibles sur ces enjeux) ou des personnes. Il faut reconnaître que le jeu politique actuel rend indispensable des campagnes centrées aussi sur des personnes, pour fidéliser un électorat. Les Verts allemands, autrichiens, voire belges l'ont accepté.

Notez que le système proportionnel allemand permettait pourtant de s'appuyer moins sur les personnes. Le système français, lui, contraint de fait beaucoup plus à cela. Le déclencheur en Allemagne fut l'expérience des institutions et aussi le passage à une politique plus professionnelle, dans la recherche consciente de « maximisation » du résultat électoral. À partir de la moitié des années 1990, les *Grünen* ont commandité des enquêtes d'opinion, qui démontraient clairement que les électeurs des *Grünen* votaient de plus en plus en fonction des personnes. Ils ont décidé une stratégie d'adaptation à une « logique de marché » en s'apercevant qu'ils pourraient gagner 30 ou 40 % d'électeurs s'ils sélectionnaient les bonnes personnes. Une stratégie très pragmatique puisque les écolos convaincus, les *Grünen* les avaient déjà captés, et qu'il fallait faire quelque chose pour élargir l'électorat.

**Cosmopolitiques :** La politique incarnée semble refusée chez les Verts. Y a-t-il une défiance vis-à-vis des candidats sélectionnés par les Verts ?

**Benoît Rihoux :** Les Verts refusent l'idée qu'ils ont pour fonction de sélectionner l'élite politique (ce qui est l'analyse classique de science politique), tout en articulant ceci avec la production d'une idéologie. Est-ce que les recrutements actuels et la sélection à l'intérieur des Verts sont fait de telle façon que les meilleurs se retrouvent au sommet ? Il semble que ceux qui parviennent au centre sont plutôt ceux qui ont réussi à tuer les autres, mais il faudrait nuancer et reconnaître que cela se passe aussi dans les autres partis. Les expertises ne sont pas vraiment les points clés dans la désignation des responsables et élus. Un point cependant qui pose problème plus particulièrement, c'est le critère de la capacité de gestion interne. Et le poids politique n'est pas nécessairement lié à une capacité de gestion interne. Les Verts devraient tout de même attribuer les fonctions de gestion interne à des personnes qui disposent de compétences professionnelles en la matière.

**Cosmopolitiques :** Mais n'est ce pas aussi le cas dans les autres partis où, à travers l'expérience de la gestion interne, l'on fait ses preuves et l'on est sélectionné pour des postes de responsabilité extérieure ?



**Benoît Rihoux:** Cela n'est vrai qu'en France. Car dans beaucoup d'autres pays européens, les partis sont tellement plus puissants, et de si grande taille, qu'il faut souvent recruter de vrais « managers » professionnels, qui sont certes proches du parti, mais qui n'ont pas nécessairement dû faire leurs preuves en « montant » dans l'organisation du parti. Donc encore une fois on en revient à la relative faiblesse des organisations partisans en France. Pour conclure de manière un peu dure, à l'attention des Verts français, je dirais ceci: vous êtes doublement faibles en tant qu'organisation partisane. D'une part parce que vous êtes Verts, et d'autre part parce que vous opérez dans le contexte français! Cela étant dit, c'est sans doute en étant pleinement conscient de ses faiblesses qu'un parti peut, à terme, parvenir à devenir plus fort...

*Propos recueillis par Dominique Boullier*

